

est assez important pour tempérer un optimisme excessif à l'endroit des résultats de la conférence. Toutefois, à titre de représentant du Canada, nous ferons notre part, je l'espère, afin d'en arriver à une solution satisfaisante qui apportera la paix à la Corée.

À la conférence de Genève, la question de l'Indochine sera également discutée. Il a été convenu par les quatre ministres des Affaires extérieures à Berlin que cette question serait discutée par les représentants de la France, du Royaume-Uni, des États-Unis, de l'URSS, de la République populaire chinoise et des autres États intéressés. Comme les honorables députés le savent, le problème de l'Indochine, où l'on se bat avec acharnement depuis huit ans, n'a jamais été soumis aux Nations Unies. Pour cette raison, le Canada ne s'est pas trouvé aussi directement intéressé à cette question qu'il l'a été à l'agression en Corée. Cependant, nous nous rendons tout compte de la signification critique des hostilités en Indochine, du point de vue des aspirations de la population du Vietnam, du Laos et du Cambodge, qui désire réaliser et maintenir l'indépendance que la France leur a accordée, du point de vue de la sécurité des pays voisins dans le sud-est de l'Asie et du point de vue de la possibilité pour la France d'apporter une participation maximum aux accords de collaboration et de sécurité européens et nord-atlantiques. Ainsi donc, encore que nous ne nous attendions pas, à Genève, à prendre une part plus active à la discussion des affaires d'Indochine, nous suivrons ces pourparlers avec le plus vif intérêt, profitant de toutes les occasions qui pourront nous être offertes d'aider à donner une conclusion satisfaisante à cette question.

Il est une autre question dont j'aimerais dire un mot. J'aurais voulu en parler ici, à vrai dire, en janvier, mais le temps dont je disposais ne me l'a pas permis. Je songe aux propositions formulées l'automne dernier par le président Eisenhower au sujet de l'énergie atomique. Au cours des quelques derniers mois, et plus précisément, ces jours derniers, on a communiqué au public un grand nombre de renseignements très significatifs sur la puissance terrible des armes atomiques, notamment des nouveaux modèles d'armes à hydrogène qui,—et il est affreux d'avoir à le connaître,—ont rendu désuète la bombe qui, tombant sur Hiroshima, a tué 60,000 personnes. Je n'ai certes pas à m'ingénier à démontrer à la Chambre la terrible puissance de ces armes et les effrayantes responsabilités que leur mise au point récente impose à l'humanité vis-à-vis de toutes les générations à venir.

[L'hon. M. Pearson.]

Vu les dangers que comportent ces progrès, il importe au plus haut point de ne laisser passer aucune chance de réaliser ici une collaboration internationale authentique. À cet égard la conférence de Berlin a déçu, et il n'est pas impossible que la conférence réunie à Genève pour l'examen de l'affaire coréenne déçoive également. Mais il reste que nous ne devons négliger aucun effort ni abandonner l'espoir que, tôt ou tard, le bon sens et la modération finiront par prévaloir et que l'homme pourra maîtriser les armes qu'il invente et dont l'utilisation pourrait détruire la petite planète qu'il habite.

Bien que la solution au problème du contrôle international de l'énergie atomique puisse comporter encore beaucoup de difficultés amères, comme nous le savons d'expérience, la proposition du président Eisenhower nous permet de croire que tout espoir de progrès n'est pas perdu. À maints égards, cette proposition est assez modeste, ce qui pourrait la rendre plus facile d'application. Vous vous rappelez, monsieur l'Orateur, que, lorsqu'on a mentionné cette proposition pour la première fois à la Chambre,—la proposition vise évidemment la mise sous la surveillance d'un organisme international de toutes les réserves d'uranium et de matières fissibles,—le Gouvernement canadien s'est prononcé sans réserve en sa faveur. À l'époque, le premier ministre a dit ici que cette proposition était de conception hardie et constituait une façon concrète d'envisager le problème le plus grave qui existe peut-être aujourd'hui, savoir: le contrôle efficace de l'énergie atomique et sa mise en valeur pour des fins de bien-être plutôt que pour des fins belliqueuses. Mais je crois qu'il importe, non seulement d'appuyer cette proposition, mais de bien comprendre ce qu'elle est et ce qu'elle n'est pas. Ainsi, elle n'offre pas, en soi, une solution au terrible problème que pose l'utilisation de l'énergie atomique pour des fins de destruction.

Bien que cette proposition soit relativement modeste, elle peut, par cela même, se révéler fort pratique et être acceptée de tous sans trop de délai. De plus, elle pourrait, une fois adoptée, constituer le point de départ d'autres progrès et de résultats plus importants.

Il serait peut-être opportun de mentionner ici la méthode à laquelle a recouru le gouvernement des États-Unis en vue de faire étudier cette proposition par les nations principalement intéressées. Visiblement,—du moins cela me paraît visible,—il importe beaucoup que l'Union soviétique participe à fond à ces discussions. Voilà pourquoi M. Dulles, secrétaire d'État américain, a tenu